



L'Assemblée générale de l'ONU rejette la position de Trump sur Jérusalem

Par [Jordan Shilton](#)

Mondialisation.ca, 23 décembre 2017

[wsws.org](#) 22 décembre 2017

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Nations Unies](#)

Analyses: [PALESTINE](#)

Le gouvernement Trump a subi une défaite humiliante à l'Assemblée générale des Nations Unies jeudi, 128 pays ont condamné l'annonce faite par le président le 6 décembre, qui reconnaît Jérusalem comme la capitale d'Israël. Ce vote par 128 voix contre 9, avec 35 abstentions, reflète l'isolement extrême des États-Unis et augmente la perspective d'un affrontement violent au Moyen-Orient.

Le vote a été précédé d'une campagne agressive d'intimidation et de coercition de la part de Trump et d'autres responsables. Mercredi, Trump a menacé de couper l'aide au développement à tout pays ayant voté contre les États-Unis. « Ils prennent des centaines de millions de dollars et même des milliards de dollars, puis ils votent contre nous », a déclaré Trump. « Eh bien, nous surveillons ces votes. Qu'ils votent contre nous. Nous allons économiser beaucoup. Nous ne nous en soucions pas ».

L'ambassadrice des États-Unis auprès des Nations Unies, Nikki Haley, a poursuivi les attaques dans son discours à l'Assemblée générale hier. « Les États-Unis se souviendront de ce jour où ils ont été mis au banc des accusés à l'Assemblée générale pour avoir exercé notre droit en tant que nation souveraine », a déclaré Haley. « Et nous nous souviendrons quand tant de pays feront appel à nous, comme ils le font si souvent, pour déboursier encore plus et user de notre influence à leur avantage. » Elle a ensuite informé l'Assemblée d'une façon arrogante que quel que soit le résultat du vote, Washington resterait fidèle à sa politique.

Seuls le Togo, les Îles Marshall, la Micronésie, les Palaos, Nauru, le Guatemala et le Honduras se sont rangés du côté des États-Unis et d'Israël pour soutenir la reconnaissance de Jérusalem. Trente-cinq pays se sont abstenus et 21 étaient absents lors du scrutin, ce qui indique que les menaces de Trump et Haley ont eu un certain effet.

Bien que les États-Unis se soient souvent retrouvés dans une petite minorité avec leur soutien à Israël sur une série de résolutions de l'ONU, l'empressement de nombreux États à défier explicitement les États-Unis est une expression des antagonismes inter-impérialistes croissants et du déclin prolongé du capitalisme américain.

Les alliés traditionnels des États-Unis comme la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, qui ont tendance à s'abstenir sur des résolutions liées à Israël, ont voté pour condamner l'annonce de Trump. Même le Canada, sans doute l'allié le plus proche des États-Unis et un pays qui a voté à plusieurs reprises pour défendre Israël à l'ONU, s'est abstenu.

Le fait que les menaces fanfaronnes de Trump aient eu si peu d'effet et le rejet décisif de la position de Washington ne feront qu'augmenter le risque que les États-Unis puissent s'acharner au Moyen-Orient et déclencher un conflit régional catastrophique.

Les actions de voyous du gouvernement Trump font partie de sa volonté de mener des conflits contre les autres grandes puissances, telle qu'elle a été élaborée plus tôt cette semaine dans la Stratégie de sécurité nationale de Trump. Ayant été en guerre presque ininterrompue depuis plus d'un quart de siècle, ce qui a fait plusieurs millions de victimes, la classe dirigeante américaine envisage maintenant ouvertement des conflits militaires à une échelle jamais vue depuis les deux guerres mondiales du XX^e siècle.

Si Trump devait mettre à exécution sa menace de couper l'aide financière aux États opposés à sa position sur Jérusalem, cela ne ferait qu'aggraver davantage les tensions entre grandes puissances au Moyen-Orient. L'Égypte, la Jordanie, l'Afghanistan, l'Irak et le Pakistan ont tous défié Washington en soutenant la résolution. Les puissances européennes, dirigées par l'Allemagne, ont interprété la décision sur Jérusalem comme une opportunité d'étendre leur influence dans la région au détriment des États-Unis, et elles combleraient rapidement le vide laissé par un retrait du soutien américain. La Russie et la Chine, les principaux obstacles à la volonté agressive de Washington de consolider une domination incontestée sur cette région riche en pétrole, saisiront également la balle au bond.

Le vote à l'Assemblée générale, qui n'est pas contraignant, intervient trois jours après que Haley a été la seule voix à voter contre la résolution du Conseil de sécurité, opposant son veto à son adoption.

La décision de Trump sur Jérusalem a mis fin à la fraude de longue date d'une solution à deux États au conflit israélo-palestinien promue par Washington et les autres grandes puissances impérialistes. La décision a mis à nu la banqueroute de la perspective nationaliste bourgeoise qui prétend que les Palestiniens peuvent assurer leurs aspirations démocratiques et sociales en concluant un marché avec les puissances impérialistes.

Ceci a été pleinement démontré jeudi, alors que les responsables de l'Autorité Palestinienne (AP) applaudissaient l'adoption d'une résolution qui affirmait essentiellement le statu quo sous lequel Israël a impitoyablement opprimé le peuple palestinien pendant des décennies. Le président de l'AP, Mahmoud Abbas, dont le régime a loyalement servi de vigile pour l'impérialisme américain et est largement détesté parmi les Palestiniens, a célébré le vote comme une « victoire pour la Palestine ».

« Nous poursuivrons nos efforts aux Nations Unies et dans tous les forums internationaux pour mettre fin à cette occupation et établir notre État palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale », a ajouté Nabil Abu Rdainah, porte-parole d'Abbas.

En réalité, Washington a clairement fait savoir qu'il n'était pas prêt à tolérer l'émergence d'un tel État. De leur côté, les puissances impérialistes européennes font peu de cas du sort des Palestiniens, mais espèrent exploiter l'incapacité de Washington à négocier un règlement entre Israéliens et Palestiniens, et la crise de son intervention militaire en Syrie, pour avancer leurs propres ambitions prédatrices au Moyen-Orient.

Les régimes arabes bourgeois, qui ont utilisé l'Assemblée générale pour s'en prendre à la politique de Trump, sont complètement complices des terribles conditions auxquelles font face les Palestiniens. Tous ces régimes ont été informés de l'annonce de la nouvelle

politique de Trump à l'avance. L'Arabie saoudite, désireuse de gagner le soutien israélien à sa politique d'opposition militaire à l'Iran, aurait ordonné à Abbas de se rendre à Riyad en novembre pour lui dicter les termes d'un règlement impliquant l'acceptation du contrôle israélien de Jérusalem et la réduction du territoire palestinien à quelques enclaves contiguës.

La décision sur Jérusalem a renforcé la main du gouvernement de droite de Benjamin Netanyahu, qui a blessé plus de 1900 personnes, arrêté plus de 200 et tué 10 Palestiniens dans les deux semaines qui ont suivi le discours de Trump. La décision des États-Unis a également encouragé Tel Aviv à continuer de bafouer le droit international dans les territoires occupés, y compris en persistant avec son programme de colonisation illégale.

Comme l'on pouvait s'y attendre, Netanyahu est passé à l'offensive après le vote. Fustigeant le résultat comme « absurde », il a proclamé que Jérusalem « a toujours été, sera toujours » la capitale d'Israël.

La politique de Trump sur Jérusalem est liée aux efforts visant à construire une alliance anti-iranienne au Moyen-Orient dans le but de préparer la guerre contre Téhéran. Depuis qu'il s'est rendu en Arabie saoudite en mai pour prononcer un discours devant les dirigeants arabes réunis pour réclamer la formation d'une alliance sunnite pour combattre l'Iran, Trump et ses hauts responsables ont intensifié les tensions avec Téhéran et ses alliés à chaque occasion.

La reconnaissance de Jérusalem par Trump est survenue moins de deux mois après qu'il a refusé de certifier la conformité iranienne avec l'accord nucléaire de 2015 négocié sous le gouvernement Obama. Il a exigé que le Congrès adopte des sanctions plus sévères, y compris contre le programme de missiles balistiques du pays.

La préparation du vote de l'ONU jeudi n'a fait que souligner l'aggravation des tensions au Moyen-Orient. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a dénoncé les menaces de Trump de réduire l'aide financière, appelant la communauté internationale à donner aux États-Unis « une bonne leçon ». « M. Trump, vous ne pouvez pas acheter la volonté démocratique de la Turquie avec vos dollars. Notre décision est claire », a-t-il poursuivi. « Je fais appel au monde entier : n'osez pas vendre votre lutte démocratique et votre volonté pour quelques dollars. »

Si ces remarques contiennent une quantité non-négligeable de démagogie, la Turquie cherchant à exploiter la question palestinienne pour renforcer sa position dans la région, les commentaires d'Erdogan reflètent le désaccord croissant d'Ankara avec Washington. Erdogan a rencontré le président russe Vladimir Poutine à sept reprises cette année et son gouvernement a indiqué son intention d'acheter un système de défense antiaérien russe. En outre, le gouvernement turc semble prêt à conclure un accord avec la Russie et l'Iran sur la présence de représentants kurdes aux pourparlers de paix sur la Syrie dont Washington a été largement exclu.

Jordan Shilton

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Jordan Shilton, wsws.org, 2017

Articles Par : [Jordan Shilton](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca